

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 31/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAUCONNIER

Avenue Jean de Lattre de Tassigny
62140 Marconne

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\FAUCONNIER_Marconne_070.03801
\2_Inspections\2024 04 26 Etat des stocks
Code AIOT : 0007003801

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2024 dans l'établissement FAUCONNIER implanté Avenue Jean de Lattre de Tassigny 62140 Marconne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'opération "coup de poing" consacrée à l'état des stocks initiée en 2023.

L'objectif de la visite était de vérifier si les non-conformités qui avaient été constatées lors de la visite d'inspection du 14/03/2023 avaient été levées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAUCONNIER
- Avenue Jean de Lattre de Tassigny 62140 Marconne
- Code AIOT : 0007003801
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FAUCONNIER appartient au groupe français La Martiniquaise. L'activité de la société FAUCONNIER consiste dans le stockage, la fabrication par mélange, l'embouteillage de boissons spiritueuses.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 17/03/2017, article 1.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
2	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Susceptible de suites	Sans objet
3	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Susceptible de suites	Sans objet
4	Fiche de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks, tel qu'il est désormais constitué, répond à la prescription réglementaire de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié.

Toutes les non-conformités qui avaient été constatées lors de la visite d'inspection du 14/03/2023 ont été levées. En conséquence, la proposition d'arrêté de mise en demeure qui accompagnait le rapport du 08/06/2023 est désormais sans fondement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, ICPE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé en clair de l'installation	caractéristiques de l'installation	régime
4755-2	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m ³	Alcools dont le TAV > 40%vol : Cuverie : Cuverie intérieure : 121,1 m3 Cuverie extérieure : 1685,4 m3 Entrepôt :190 m3 de bouteilles 1996,5 m3 au total	Autorisation

Constats :

D'après le document état de stocks de l'exploitant (version transmise par courriel du 06/05/2024 voir point de contrôle n°2)

Les quantités d'alcool dont le TAV est supérieur à 40° sont les suivantes :

Cuverie intérieure : 73.9 m3 ;
Cuverie extérieure : 851,5 m3 ;

Résiduaire et égouttures : 11,6 m3 ;
Entrepôts : 1137,7 m3 ;
Soit un total de 2074,7 m3.

Ce total présente un dépassement d'environ 4 % du volume total autorisé au titre de cette rubrique.

L'inspection précise que l'exploitant a déposé en avril 2024 un porter-à-connaissance auprès de la préfecture du Pas-de-Calais.

Ce porter-à-connaissance vise à agrandir l'entrepôt de produits finis, à remplacer la toiture de deux hangars de stockage, à démolir un hangar existant pour y implanter en lieu et place un bâtiment destiné à la fabrication de sirops sans alcool.

Le volume de stockage d'alcool dont le titre est supérieur à 40° sollicité par l'exploitant est de 3167 m3.

L'inspection considère que cette modification n'est pas substantielle.

Observation : L'état des stocks, tel qu'il est désormais établi, doit permettre à l'exploitant de vérifier qu'il respecte les volumes maximaux autorisés au titre des rubriques 4755-1 et 4755-2 de la nomenclature.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

Lorsque l'inspection a demandé à consulter l'état des stocks du site, l'exploitant a pu rapidement fournir un document intitulé "stock de produits inflammables" (document également appelé : "stocks pompiers")

Ce document reprend les quantités stockées :

- pour les produits finis (nombre de bouteille par zone et volume) ;
- dans la cuverie (intérieure et extérieure) ;
- les déchets (par type) ;
- les matières sèches (bouteilles, cartons, capsules).

L'inspection a invité l'exploitant à apporter quelques modifications au document :

- pour les alcools (produits finis et cuverie), il convient de faire la distinction suivant le titre alcoolique (inférieur à 18°, compris entre 18 e 40 ° ou supérieur à 40°) (la rubrique ICPE n'est pas la même selon le titre alcoolique des spiritueux) ;
- corriger une erreur de conversion entre le volume en litres et en mètres cubes ;
- préciser l'unité pour les déchets.

L'exploitant a transmis un document corrigé par courriel du 06/05/2024.

Toutes les modifications sollicitées ont été prises en compte.

Observation : l'exploitant est invité à faire figurer sur l'état des stocks les quantités de gaz et de fuel même si les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur le site ne génèrent pas de classement ICPE pour les rubriques 4718 et 4734 de la nomenclature.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'état des stock peut être édité à tout instant. Tout les matins une impression du document (stock de la veille au soir) est éditée et déposée à l'accueil du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Produits chimiques, FDS

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Constats :

L'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des différents produits dangereux sont enregistrées sur le réseau informatique de l'entreprise.

L'inspection a pu consulter les FDS de différents arômes.

L'inspection a également demandé à consulter la FDS de l'éthanol.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la FDS immédiatement. Cette FDS a été transmise à l'inspection par courriel du 06/05/2024.

Cette FDS de l'éthanol a été établie par la société Fauconnier. Si l'exploitant fournit l'éthanol à ses clients, il pourrait être obligé de fournir une FDS étendue et non une FDS "classique".

Type de suites proposées : Sans suite